



Assemblée générale

Distr. générale
2 juin 2000
Français
Original: anglais

Vingt-troisième session extraordinaire

Rapport de la Commission de la condition de la femme constituée en comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle »*

Additif

Nouvelles mesures et initiatives pour la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing

Annexe

Projet de rapport

I. Introduction

1. Les gouvernements réunis pour la session extraordinaire de l'Assemblée générale ont réaffirmé leur attachement aux buts et objectifs inscrits dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing adoptés à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes en 1995, [tels qu'ils figurent dans le rapport de la Conférence/(en note de bas de page)]. La Déclaration et le Programme d'action ont fixé comme objectifs l'égalité entre les sexes, le développement et la paix, et visent à renforcer le pouvoir d'action des femmes. Les

gouvernements ont examiné et évalué les progrès réalisés et ont défini les obstacles et les difficultés actuelles rencontrés dans l'exécution du Programme d'action. Ils ont reconnu que les objectifs définis et les engagements pris n'ont pas été pleinement appliqués et tenus et ils ont défini les mesures et initiatives qui doivent encore être prises aux niveaux local, national, régional et international pour accélérer l'exécution du Programme d'action et pour que les engagements en faveur de l'égalité entre les sexes, du développement et de la paix soient pleinement tenus.

2. Le Programme d'action de Beijing définit 12 domaines critiques appelant l'adoption de mesures prioritaires visant à assurer la promotion et le renforcement du pouvoir d'action des femmes. La Commission de la condition de la femme fait régulièrement le point sur les progrès accomplis dans les 12 domaines critiques et a adopté les conclusions et recommandations convenues depuis 1996 aux fins de leur application accélérée.

* Le présent document, conjointement avec le document A/S-23/2/Add.1, est le rapport de la Commission de la condition de la femme, constituée en comité préparatoire de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les travaux de la reprise de la vingt-troisième session. Le rapport final sera publié en tant que *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session extraordinaire, Supplément No 2* (A/S-23/2/Add.1/Rev.1).

rée. Tout comme le Programme d'action, ces conclusions et recommandations convenues constituent le fondement de nouveaux progrès pour que l'égalité entre les sexes, le développement et la paix deviennent des réalités au XXI^e siècle. **APPROUVÉ**

[2 bis. L'objectif du Programme d'action, qui est pleinement conforme aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et du droit international, consiste à renforcer le pouvoir d'action de toutes les femmes. Il est essentiel, pour atteindre cet objectif, que toutes les femmes jouissent pleinement de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales. S'il convient de ne pas perdre de vue l'importance des particularismes nationaux et régionaux et la diversité historique, culturelle et religieuse, il est du devoir des États, quel qu'en soit le système politique, économique et culturel, de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales. La mise en oeuvre du Programme d'action, y compris dans le cadre de la législation des différents États et grâce à l'élaboration de stratégies, politiques, programmes et priorités de développement, relève de la responsabilité souveraine de chaque État, agissant dans le respect de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales, et la prise en compte et le strict respect des diverses valeurs religieuses et éthiques du patrimoine culturel et des convictions philosophiques des individus et de leur communauté devraient aider les femmes à jouir pleinement de leurs droits fondamentaux afin de parvenir à l'égalité, au développement et à la paix (par. 9 du Programme d'action)].

[Nouveau 2 bis. L'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing ainsi que des autres mesures et initiatives énoncées dans le présent document relève du droit souverain de chaque État, agissant dans le cadre du droit interne et des priorités de développement nationales, dans le strict respect des diverses valeurs religieuses et éthiques du patrimoine culturel et en conformité avec tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales.]